

CSAL du 24 septembre 2025

Déclaration liminaire

de la CGT Finances publiques 35



Avec l'annonce des 54 milliards d'euros d'économies au titre du projet de budget 2027, le Premier ministre Lecornu agresse l'ensemble du monde du travail, les citoyens, les services publics, leurs usagers, ses agents public et retraités, fonctionnaires et contractuels.

Il s'agit d'un véritable budget de classes, qui fait des plus précaires des boucs émissaires pour que les milieux financiers continuent à se gaver d'argent public.

► D'UN COTE :

Les richesses se concentrent toujours davantage : entre 2010 et 2025, la fortune cumulée des 500 plus grandes fortunes professionnelles a connu une hausse de près de 370 % ! Ainsi, ce premier semestre 2026 marque un record des **dividendes versés : plus de 70 milliards d'euros !**

Dans le même temps, sans contrepartie, sans évaluation, sans contrôle, **211 milliards d'euros sont alloués aux entreprises chaque année. soit plus de 6 700 € par seconde, sans contrôle ni conditionnalité.**

La Flat Tax, instituée en 2018, continue de satisfaire les contribuables plus aisés, en organisant un pot commun Impôts/Cotisation sociales, qui fait les poches des caisses de l'État et creuse artificiellement « la dette » au nom de laquelle le gouvernement justifie les pires reculs sociaux.

Pourtant, le 13 juillet 2026, le Président Macron a annoncé un effort supplémentaire de **36 milliards d'euros** pour la défense sur la période 2026-2030. Il a aussi avancé de trois ans l'objectif d'un budget des armées à **64 milliards d'euros par an** : dès 2027 au lieu de 2030 — soit un doublement en dix ans. Ces 36 milliards correspondent à l'enveloppe de l'actualisation de la loi de programmation militaire (LPM), qui porte la trajectoire 2024-2030 à 436 milliards d'euros soit une rallonge de 6,5 milliards pour 2027 !

Quant à la fraude fiscale, elle atteint des sommets à un niveau supérieur à 80 milliards d'euros, le bilan d'Amélie Verdier quant aux résultats du contrôle fiscal a d'ailleurs été étrillé par l'Assemblée nationale.

► ET DE L'AUTRE :

Et pourtant, l'inflation reste forte, les prix de l'énergie et des produits alimentaires flambent, le pouvoir d'achat du monde du travail s'effondre. **Dans la Fonction publique, depuis l'arrivée d'Emmanuel Macron en 2017, la perte du pouvoir d'achat de la valeur du point de l'indice est de plus de 15 %.**

862 000 agents publics ont aujourd'hui un traitement **inférieur au Smic** et dans un tel contexte, M Lecornu annonce la **poursuite du gel du point d'indice**.

Le contexte national a également été marqué par les épisodes caniculaires qui ont mis la population à rude épreuve, ainsi que les agents des services publics, qui ont fait avec les moyens du bord.

La grève actuelle des pompiers illustre parfaitement la situation. Les agents de la DGFIP ont également été confrontés à un cruel manque de moyens humains et matériels.

Les bâtiments du Turgot sont soumis à des problèmes récurrents de climatisation.

A Magenta, on a relevé dans la salle dite de fraîcheur, munie d'un ventilateur/brumisateuse: 31,6 °. Partout dans la Direction on a bricolé, on devrait pouvoir faire mieux...

L'absence d'anticipation, grand marqueur de l'action successive des gouvernements et les choix stratégiques ont des effets délétères. A la DGFIP: Bugs d'Hélios en début d'année, fraudes massives à l'IR, catastrophe GMBI qui se poursuit avec le transfert de la taxe d'urbanisme, affaiblissement du contrôle fiscal...

A titre d'exemple, votre récente visite au SDIF vous a rappelé le mécontentement des agents et leurs difficultés auxquelles vous n'avez apporté aucune réponse. Quant à l'application Ocap, elle continue de pourrir la vie des agents des Centres de Gestion Retraites.

Par ailleurs, la CGT a abordé avec vous lors de l'audience du 26 août dernier les piratages massifs des applications, ce qui ne semblait pas vous troubler outre mesure. La DGFIP est piratée, oui comme tout le monde, et alors, circulez y'a rien à voir !

Les chiffres donnent pourtant la mesure de la menace en deux ans, les cyberattaques contre la DGFIP ont bondi de 170%, passant de 2579 en 2023 à 6972 en 2025. Dans une lettre aux députés de janvier 2026, la secrétaire générale de la CGT Finances Publiques pointait l'ampleur des suppressions d'emplois depuis sa création en 2008.

La DGFIP a subi 32596 suppressions d'emplois à temps plein, soit un tiers de son effectif. Peut-on sérieusement sécuriser les données de millions de contribuables tout en réduisant année après année les effectifs et les moyens de la DGFIP ?

De fait, nous connaissons la réponse, mais les agents et les usagers en paient les pots cassés, les usagers sont dans la défiance et on peut les comprendre, ils se font pirater leurs données fiscales comme s'il s'agissait de leurs photos de vacances... On sait parfaitement que c'est la multiplication des piratages qui permet de monter les arnaques les plus sophistiquées, et la DGFIP y contribue largement.

Pour la DG, les agents sont tenus pour responsables. Les contrôles auprès d'eux pour l'usage des applications se multiplient, alors qu'ils effectuent des quantités industrielles de consultations. Cette défiance de principe est exagérée et inquiétante.

Dans le même temps, l'arbitraire s'accroît avec le décret et l'arrêté du 24 juillet, parus au JO. Désormais, les directeurs locaux ont tout pouvoir en matière de

recrutement de contractuels, de mobilité locale et disponibilité, de discipline du groupe 1, cumul d'activité, temps partiel, congés, CET, autorisations d'absence, et conventions de ruptures conventionnelles.

A ce tableau, il convient d'ajouter le harcèlement permanent dont sont victimes les agents, lié aux fusions-restructurations, parfaitement illustré dans l'ordre du jour de notre séance par la fusion des SIE de Rennes 1 et 2. Avec cette fusion vous poursuivez le dépeçage méthodique des SIE du département et au cas particulier, ceux de Rennes, déjà issues de multiples fusions. Et malgré vos discours prétendument rassurants, les agents des SIE connaissent parfaitement les conséquences des fusions, notamment les suppressions d'emplois, alors que les charges de travail ne cessent d'augmenter. Leurs conditions de travail ne cessent de se dégrader.

Ils subissent ce traitement depuis des années à un rythme infernal, ils en ont assez !

Et c'est ici une véritable provocation dans la mesure où cette fusion n'est dictée par aucune consigne de la DG. **Il s'agit d'une pure initiative locale !**

Vous évoquez à chaque restructuration le « rythme de croisière » censé se mettre en place après une période d'ajustements, mais vous détruisez systématiquement tous les collectifs qui sont mis en place, les uns après les autres.

Les agents en ont assez de cet empilement de restructurations, les SIE du département ont déjà été suffisamment impactés par les chantiers de démétropolisation (CDC Pro de Cahors, Antenne de Lannion) pour en « *remettre une couche* ». Le précédent directeur qualifiait lui même de shadokien le dossier de l'antenne de Lannion...

La CGT vous demande donc officiellement d'arrêter le massacre, en retirant votre projet de fusion des SIE de Rennes de l'ordre du jour de ce CSAL.

Personne n'a souhaité cette fusion, personne n'en veut. Vous avez la possibilité d'y renoncer au bénéfice des agents. Pourquoi s'obstiner ?

De son côté, le ridicule ne tue pas, la DG ne s'interdit rien de poursuivre ses exercices permanents d'autosatisfaction, avec pour dernier avatar, le questionnaire sur les « *valeurs de la DGFIP* ». »

Dans un tel contexte, ça pourrait porter à rire, mais cette ultime tentative de resserrer les rangs de la DGFIP s'avère ridicule. Les troupes sont fatiguées. On se croirait dans une start-up en manque de cohésion. Quant aux valeurs, au nombre de six, elles ont déjà été choisies par des *ateliers de la DG*: *l'agilité* y tient une grande place.

Traduction : ce qui compte le plus, c'est la capacité d'adaptation des agents (certains diront « *résilience* »).

Ils doivent faire face sans cesse aux restructurations permanentes, aux bugs des applications, aux manques d'effectifs, aux surcharges de travail... La valeur de « *l'agilité* », terme managérial utilisé à toutes les sauces, a pour objectif de nous faire avaler la poursuite incessante des restructurations et des suppressions d'emplois.

Dans ces conditions, la responsabilité d'un mauvais fonctionnement du service ne dépend pas de l'organisation ou du manque d'effectifs, mais des agents eux-même, qui n'auraient pas suffisamment fait preuve "d'agilité ...".

Ainsi, en ignorant les revendications des agents et en contournant leurs difficultés au quotidien, tout en lançant une campagne de communication sur ses «valeurs», la DGFIP fait elle-même preuve d'agilité, certains diront, en d'autres termes, de capacité à « noyer le poisson » ou à « enfumer le renard ».

A noter au passage : le *service public* ne fait pas partie des six valeurs de la DGFIP !

Dans ces conditions, la CGT vous demande de retirer les points fusion des SIE de l'ordre du jour ainsi que les projets du NRP 2 de la DFRFiP 35 et revendique :

- Un plan de recrutement d'agents statutaires à la DGFIP à hauteur des besoins des services ;
- Le retrait du NRP 2 au plan national
- L'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes ;
- des mesures salariales générales, notamment une revalorisation significative de la valeur du point d'indice et son indexation sur l'inflation ;
- la refonte des grilles indiciaires permettant, dans chaque catégorie, une véritable progression de carrière et la sortie des débuts de carrière du niveau du SMIC, ainsi que la revalorisation des filières à prédominance féminine ;
- le rétablissement du versement de la garantie individuelle de pouvoir d'achat ;
- le maintien à 100% des rémunérations versées aux agents en congé de maladie ordinaire et l'abrogation du jour de carence ;
- des moyens budgétaires à la hauteur des besoins et des missions des services publics;
- le maintien du pouvoir d'achat des retraités.

Pour porter dans l'unité ces revendications, la CGT Finances publiques 35 appellent les agents de la DRFiP 35 à être massivement en grève et à rejoindre les manifestations le 29 septembre prochain avec les autres syndicats de la Fonction publique.

Rennes, le 24 septembre 2026